



**9<sup>ème</sup> RÉUNION DU COMITÉ PERMANENT**  
18 – 19 septembre 2013, Trondheim, Norvège

---

**PROCEDURE D'ÉVALUATION DE MISE EN ŒUVRE – ACTUALISATION  
DEPUIS LA MOP5**

*Compilé par le Secrétariat PNUE/AEWA*

## **Introduction**

Aux termes de la Résolution 4.6, la Réunion des Parties a établi une procédure spécifique - la *Procédure d'évaluation de la mise en œuvre (IRP)* - afin d'aider les Parties contractantes à mettre en œuvre l'Accord. La Réunion des Parties a également décidé que cette procédure sera sous la responsabilité du Comité permanent.

L'IRP autorise le Comité permanent de l'AEWA à examiner des incidents résultant des activités humaines ayant des conséquences défavorables ou des conséquences défavorables potentielles sur les oiseaux d'eau migrateurs ou sur leurs sites et habitats. Sur la base des informations reçues relatives à de tels cas, le Comité permanent contactera la Partie contractante concernée et évaluera l'impact en question sur les oiseaux d'eau migrateurs, entre autres par des missions sur place, et fera des recommandations à la Partie concernée pour prévenir ou réduire l'impact.

Après avoir reçu des recommandations par le Comité permanent pour prévenir ou réduire l'impact en question sur les oiseaux d'eau, leurs sites et habitats, la Partie concernée assurera que toute mesure entreprise en rapport avec l'activité, le site ou l'habitat concernés sera conforme avec ses obligations sous l'Accord et basée sur le principe de précaution. La Partie concernée informera le Comité permanent sur les mesures susmentionnées dès que possible.

La MOP4 a aussi demandé au Comité permanent de préparer et de soumettre à chaque session ordinaire de la Réunion des Parties un rapport sur ses activités réalisées dans le cadre de l'IRP. Le Secrétariat a été chargé d'assister le Comité permanent, pour autant que les ressources le permettent, à s'acquitter des activités relevant de l'IRP.

A sa 9<sup>ème</sup> réunion (20-23 avril 2009), le Comité technique de l'AEWA a discuté et convenu de son rôle de soutien du Comité permanent dans l'accomplissement des fonctions de ce dernier dans le cadre de l'IRP. Après la réunion, le Comité technique a préparé et approuvé par correspondance une fiche d'information relative à des cas possibles IRP afin de permettre aux diverses parties prenantes de soumettre des informations au Comité permanent sur des cas qui, de leur opinion, constituent des menaces auxquelles sont confrontés les oiseaux d'eau et nécessitent une procédure IRP. Cette fiche d'information est disponible sur le site Web de l'AEWA<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> <http://www.unep-aewa.org/activities/irp/index.htm>

## **Rapport à la 9<sup>ème</sup> Réunion du Comité permanent de l'AEWA sur l'avancée de la Procédure d'évaluation de la mise en œuvre**

Le présent rapport résume les trois cas pris en considération pendant la période 2009-2012 ainsi que les activités entreprises depuis le Rapport du Comité permanent à la MOP5 sur l'IRP. Les cas actuellement traités sont les suivants :

- République Arabe Syrienne : Chasse illégale du Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*), espèce gravement menacée,
- Monténégro : Drainage des salines d'Ulcinj à des fins de développement touristique,
- Bulgarie : Projet de parc éolien adjacent au lac Durankulak, qui menace la Bernache à cou roux (*Branta ruficollis*), espèce globalement menacée.

Le présent rapport a été élaboré par le Secrétariat à partir du Rapport IRP du Comité permanent à la MOP5, en intégrant les derniers développements de chaque cas.

### **Action requise du Comité permanent**

Le Comité permanent est invité à prendre note de l'avancée de chaque cas et à apporter des conseils au Secrétariat, le cas échéant.

## Cas actuellement traités dans le cadre de la Procédure d'évaluation de la mise en œuvre (IRP)

<b>Numéro de cas IRP :</b> 1	<b>État :</b> En cours (rapports du gouvernement attendu)	
<b>Partie :</b> République Arabe Syrienne	<b>Année d'ouverture :</b> 2009	<b>Année de clôture :</b> NA
<b>Problème:</b> Chasse illégale du Vanneau sociable ( <i>Vanellus gregarius</i> ), espèce gravement menacée.		
<p><b>Correspondance officielle</b></p> <p>1<sup>er</sup> octobre 2009 – lettre du Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Bert Lenten, au nom du Comité permanent de l'AEWA, à l'adresse de S.E. Kawkab Dayeh, Ministre d'État des Affaires environnementales (<i>présentant la question, demandant des informations officielles, faisant part de la décision du Comité permanent d'ouvrir un cas, proposant une mission d'évaluation sur place</i>).</p> <p>15 décembre 2009 – lettre de S.E. Kawkab Dayeh, Ministre d'État des Affaires environnementales, au Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Bert Lenten (<i>se réjouissant de la mission proposée</i>).</p> <p>28 décembre 2009 – lettre du Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Bert Lenten, à l'adresse de S.E. Kawkab Dayeh, Ministre d'État des Affaires environnementales (<i>confirmant la mission et transmettant le mandat de la mission</i>).</p> <p>14 avril 2010 – lettre du Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Bert Lenten, à l'adresse de S.E. Kawkab Dayeh, Ministre d'État des Affaires environnementales (<i>soumettant l'avant-projet du rapport de mission et l'invitant à faire des observations</i>).</p> <p>3 août 2010 – lettre du Président du Comité permanent de l'AEWA, M. Øystein Størkersen, à l'adresse de S.E. Kawkab Dayeh, Ministre d'État des Affaires environnementales (<i>transmettant le rapport de mission et ses recommandations, demandant la soumission de rapports sur l'avancement deux fois par an</i>).</p> <p>22 février 2012 – lettre du Président du Comité permanent de l'AEWA, M. Øystein Størkersen, à l'adresse de S.E. Kawkab Dayeh, Ministre d'État des Affaires environnementales (<i>rappel des rapports sur l'avancement en attente</i>).</p>		
<b>Mission(s) d'évaluation sur place :</b> 23 février – 1 <sup>er</sup> mars 2010, soutien financier apporté par le Gouvernement d'Allemagne		
<b>Rapport(s) de mission :</b> 24 mai 2010 - <a href="http://www.unep-aewa.org/press/press_release/aewa_mop4_press_release_seabirds_fr.pdf">http://www.unep-aewa.org/press/press_release/aewa_mop4_press_release_seabirds_fr.pdf</a>		
<b>Rapport(s) de la Partie :</b> Six rapports sur l'avancement en attente		

### Raison pour l'ouverture de ce cas

Fin août 2009, le Secrétariat de l'AEWA a reçu une fiche d'information relative à des cas possibles IRP du Secrétariat de BirdLife International pour le Moyen-Orient. Le problème en question était le risque élevé de la chasse illégale du Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*), espèce gravement menacée, en Syrie. Depuis la découverte, en 2007, de larges concentrations de Vanneaux sociables se reposant pendant leur migration au nord de la Syrie, plusieurs incidents de chasse ont été signalés dont l'ampleur exacte des impacts est inconnue. Les rapports ont fait état d'au moins 150 Vanneaux sociables qui, sur un seul site, auraient été victimes d'une chasse intensive au printemps 2009.

### Consultations

Le Secrétariat a transféré la fiche d'information sur l'espace de travail du Comité technique (CT) et demandé des conseils du TC afin de les transmettre au Comité permanent (StC). Le CT a recommandé d'ouvrir un cas

IRP. Suivant ce conseil et sur la base de sa propre évaluation des informations fournies, le StC a décidé d'ouvrir un cas fin septembre 2009.

## **Activités**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, le Secrétaire exécutif de l'AEWA, M. Bert Lenten a envoyé une lettre au nom du StC de l'AEWA à l'adresse de S.E. Kawkab Dayeh, Ministre d'État syrien des Affaires environnementales, présentant la question, faisant part de la décision du StC d'ouvrir un cas et proposant une mission d'évaluation sur place. Le Ministre a répondu le 15 décembre 2009 en acceptant la mission. En consultation avec le CT, le Secrétariat a rédigé le mandat pour la mission. Celui-ci a été finalisé et a fait l'objet d'un accord entre le Secrétariat et le Ministère d'État de l'Environnement. Le 28 décembre 2009, le Secrétaire exécutif de l'AEWA a confirmé la mission, les dates convenues et le mandat au Ministre.

La mission sur place a eu lieu du 23 février au 1<sup>er</sup> mars 2010, avec un soutien financier apporté par le Gouvernement d'Allemagne. La mission internationale était composée des personnes suivantes: M. Sergey Dereliev (Secrétariat PNUE/AEWA), M. Sharif Jbour (Secrétariat de BirdLife International pour le Moyen-Orient), M. Tim Jones (consultant au Secrétariat PNUE/AEWA) et M. Robert Sheldon (Société royale pour la Protection des Oiseaux/BirdLife Royaume-Uni). Un rapport de mission détaillé avec des recommandations est disponible sur le site Web de l'AEWA à l'adresse ci-dessus. L'avant-projet du rapport de mission a été envoyé au Ministre le 14 avril 2010 par le Secrétaire exécutif de l'AEWA l'invitant à faire des commentaires. Le rapport a été finalisé le 24 mai 2010.

A sa 6<sup>ème</sup> réunion (16-17 juin 2010), le StC a examiné le rapport de mission et approuvé les recommandations formulées pour qu'elles soient transférées au Gouvernement de la Syrie. Le 3 août 2010, le Président du Comité permanent de l'AEWA, M. Øystein Størkersen, a envoyé une lettre au Ministre d'État des Affaires environnementales, transférant le rapport de mission et ses recommandations ainsi qu'une demande de soumission de rapports sur l'avancement de la mise en œuvre des recommandations deux fois par an après chaque période de migration (mai et décembre).

## **Suivi**

Des informations non officielles ont fait état d'activités entreprises en Syrie pour mettre en œuvre les recommandations. A plusieurs reprises, le Secrétariat a invité le correspondant national syrien pour l'AEWA à soumettre au StC les rapports sur l'avancement attendus. Malgré ces rappels, aucun rapport n'a été fourni. A sa 7<sup>ème</sup> réunion (26-27 novembre 2011), le StC a décidé d'envoyer un rappel au Ministre d'État des Affaires environnementales et de demander qu'un rapport consolidé couvrant les deux dernières années soit soumis avant la MOP5.

Le 22 février 2012, le Président du StC a envoyé une lettre au Ministre, l'invitant à soumettre un rapport consolidé avant le 13 avril 2012. Jusqu'à présent, aucun rapport n'a été soumis.

## **Développements depuis la MOP5**

En raison de la situation politique complexe en République Arabe Syrienne, le Comité Permanent et le Secrétariat n'ont entrepris aucune nouvelle action de suivi.

<b>Numéro de cas IRP : 2</b>	<b>État :</b> En cours (consultations par le Secrétariat sur la mission d'évaluation sur place)	
<b>Partie :</b> Monténégro	<b>Année d'ouverture :</b> 2012	<b>Année de clôture :</b> NA
<b>Problème:</b> Drainage des salines d'Ulcinj à des fins de développement touristique		
<p><b>Correspondance officielle</b>  12 janvier 2012 – lettre du Secrétaire exécutif par intérim de l'AEWA, M. Marco Barbieri, et du Fonctionnaire chargé de la CMS, M. Bert Lenten, à l'adresse de S.E. Predrag Sekulic, Ministre du Développement durable et du Tourisme (<i>exprimant leur inquiétude, demandant des informations officielles sur la question, présentant l'option d'un cas IRP et d'une mission d'évaluation sur place</i>).</p> <p>20 février 2012 – lettre de S.E. Predrag Sekulic, Ministre du Développement durable et du Tourisme à l'adresse du Secrétaire exécutif par intérim de l'AEWA, M. Marco Barbieri, et du Fonctionnaire chargé de la CMS, M. Bert Lenten (<i>fournissant des informations et se réjouissant de la mission proposée</i>).</p> <p>18 juillet 2013 – lettre du Secrétariat à l'adresse de Mme Ivana Vojinovic, Vice-Ministre du Développement durable et du Tourisme (<i>demandant des informations officielles sur les derniers développements</i>).</p>		
<b>Mission(s) d'évaluation sur place :</b> NA		
<b>Rapport(s) de mission :</b> NA		
<b>Rapport(s) de la Partie :</b> NA		

### Raison pour l'ouverture de ce cas

Fin décembre 2011, les Secrétariats PNUE/AEWA et PNUE/CMS ont reçu des informations de diverses sources sur des projets de drainage des salines d'Ulcinj au Monténégro à des fins de développement touristique. Les salines constituent la zone humide la plus importante pour les oiseaux d'eau migrateurs au Monténégro ainsi qu'un des sites les plus importants le long de la côte orientale de la mer Adriatique. Si ce site ne bénéficie pas d'une désignation réglementaire, il a été reconnu pour ses valeurs et identifié comme Zone importante pour la conservation des Oiseaux (ZICO), site Ramsar potentiel, site Emeraude et site Natura 2000 ainsi que site critique faisant partie du Réseau de Sites Critiques de l'AEWA. Environ 55 espèces reproductrices ont été enregistrées ainsi que des concentrations élevées d'oiseaux d'eau en hiver et au cours de leur migration. Il s'agit d'un site important pour le Pélican frisé (*Pelecanus crispus*), menacé au niveau mondial, et d'autres espèces figurant dans la colonne A telles que la Glaréole à collier (*Glareola pratincola*), le Pluvier à collier interrompu (*Charadrius alexandrinus*) et la Sterne naine (*Sterna albifrons*).

### Consultations

En consultation avec les Présidents des Comités permanent et technique, le Secrétariat a préparé une lettre conjointe avec le Secrétariat PNUE/CMS (ce dernier ayant consulté aussi les Présidents du Comité permanent et du Conseil scientifique de la CMS). Sur la base de la réponse reçue à cette lettre, le Comité permanent a examiné la question et décidé d'ouvrir un cas et de dépêcher une mission d'évaluation sur place.

### Activités

Le 12 janvier 2012, le Secrétaire exécutif par intérim de l'AEWA, M. Marco Barbieri, et le Fonctionnaire chargé de la CMS, M. Bert Lenten, ont envoyé une lettre à l'adresse de S.E. Predrag Sekulic, Ministre du Développement durable et du Tourisme, exprimant leur inquiétude, demandant de plus amples renseignements et introduisant l'IRP. Simultanément, des lettres séparées ont également été envoyées par les Secrétariats des Conventions de Ramsar et de Berne. Le Ministre a répondu à la lettre conjointe de l'AEWA-

CMS le 20 février 2012, fournissant quelques informations supplémentaires et se réjouissant d'une mission IRP. Le Secrétariat a entrepris des consultations pour une éventuelle mission conjointe avec la CMS et les Secrétariats des Conventions de Ramsar et de Berne, et a commencé à préparer une réponse au Ministre.

### **Développements depuis la MOP5**

Alors que le Secrétariat a entreprenait des consultations pour une éventuelle mission conjointe avec la CMS et les Secrétariats des Conventions de Ramsar et de Berne, des informations diffusées publiquement ont indiqué que la menace imminente de drainage et de développement d'infrastructures de Ulcinj Salina avait été contenue par le Gouvernement. Avant de procéder aux préparatifs d'une mission IRP, le Secrétariat a demandé des informations officielles sur les activités menées et les résultats obtenus par l'intermédiaire du Point focal national (NFP) de l'AEWA. Malheureusement, le Point focal a quitté son poste au sein du ministère du Développement durable et du Tourisme et aucun remplaçant n'a été désigné. Le Secrétariat a communiqué le 16 avril 2013 par e-mail la demande d'information officielle à Mme Vojinovic, Vice-Ministre, et a réitéré sa demande par courrier le 18 juillet 2013. Le Secrétariat attend une réponse du ministère.

<b>Numéro de cas IRP : 3</b>	<b>État :</b> En cours (réponse attendue du gouvernement)	
<b>Partie :</b> Bulgarie	<b>Année d'ouverture :</b> 2012	<b>Année de clôture :</b> Pas de réponse
<b>Problème:</b> Projet de parc éolien adjacent au lac Durankulak, qui menace la Bernache à cou roux ( <i>Branta ruficollis</i> ), espèce globalement menacée		
<p><b>Correspondance officielle</b></p> <p>29 mars 2012 – lettre du Président du Comité permanent de l'AEWA, M. Øystein Størkersen, à l'adresse de S.E. Nona Karadjova, Ministre de l'Environnement et de l'Eau (<i>exprimant son inquiétude, demandant des informations officielles concernant la question, faisant part de la décision du StC d'ouvrir un cas, proposant une mission d'évaluation sur place</i>).</p> <p>8 mai 2012 - lettre de Mme Evdokia Maneva, Vice-Ministre de l'Environnement et de l'Eau, à l'adresse du Secrétariat (<i>demandant de préciser quel projet éolien était concerné</i>).</p> <p>29 mai 2012 - lettre du Secrétariat à l'adresse de Mme Maneva, Vice-Ministre (<i>apportant les éclaircissements demandés ainsi qu'une carte détaillée de l'emplacement du projet de parc éolien</i>).</p> <p>10 juillet 2012 - lettre de Mme Maneva, Vice-Ministre, à l'adresse du Secrétariat (<i>informant de l'annulation de l'approbation et la reprise de la procédure à l'étape de l'EIE, et demandant des éclaircissements sur le rôle du ministère dans l'accueil éventuel d'une mission IRP</i>).</p> <p>14 août 2012 - lettre du Secrétariat à l'adresse de Mme Maneva, Vice-Ministre (<i>demandant à être régulièrement informé de l'état d'avancement de la procédure d'EIE, et précisant le rôle du ministère lors de l'accueil d'une mission IRP</i>).</p> <p>31 octobre 2012 - lettre du Secrétariat à l'adresse de Mme Maneva, Vice-Ministre, (<i>demandant des nouvelles du déroulement de l'EIE et de la procédure d'approbation générale, et demandant un retour sur l'acceptation éventuelle d'une mission IRP</i>).</p> <p>07 décembre 2012 - lettre de Mme Maneva, Vice-Ministre, à l'adresse du Secrétariat (<i>informant que le promoteur du projet avait fait appel de l'annulation de l'approbation, et déclinant l'offre de mission IRP jusqu'à ce que l'appel soit jugé par le tribunal</i>).</p> <p>22 janvier 2013 - lettre du Secrétariat à l'adresse de Mme Maneva, Vice-Ministre (<i>demandant des informations sur les options possibles après la décision du tribunal d'annuler la décision relative à l'approbation</i>).</p> <p>01 février 2013 - lettre de Mme Maneva, Vice-Ministre, à l'adresse du Secrétariat (<i>informant de l'intention de faire appel de la décision du tribunal</i>).</p> <p>19 juillet 2013 - lettre du Secrétaire exécutif par intérim de l'AEWA, Marco Barbieri à S.E. Iskra Mihaylova-Koparova, Ministre de l'Environnement et de l'Eau (<i>demandant des informations sur les prochaines étapes entreprises par le ministère après la décision finale positive de la Cour, sur l'état actuel du développement du projet de ferme éolienne et l'acceptation éventuelle d'une mission IRP</i>).</p>		
<b>Mission(s) d'évaluation sur place :</b> NA		
<b>Rapport(s) de mission :</b> NA		
<b>Rapport(s) de la Partie :</b> NA		

## **Raison pour l'ouverture de ce cas**

Fin février 2012, le Secrétariat de l'AEWA a reçu une fiche d'information relative à des cas possibles IRP du Secrétariat de la Société bulgare de protection des oiseaux (BirdLife Bulgaria). Le problème en question était un nouveau projet de parc éolien adjacent au lac Durankulak en Bulgarie visant à l'installation de 95 turbines. Le complexe lacustre de Durankulak et Shabla se situe dans une région géographique appelée Dobroudja . Dobroudja est connu pour accueillir jusqu'à 90% de la population de la Bernache à cou roux (*Branta ruficollis*), espèce globalement menacée, se concentrant autour des lacs Durankulak et Shabla, ainsi qu'un nombre assez important d'Oies rieuses (*Anser albifrons*), d'Oies cendrées (*Anser anser*) et d'Oies naines (*Anser erythropus*), espèce globalement menacée. Ce nouveau projet est particulièrement menaçant et recoupe les zones de ravitaillement des oies alors qu'il crée aussi une barrière entre le lac Durankulak comme site de perchage et d'autres zones de ravitaillement potentielles. Actuellement, Dobroudja compte 278 éoliennes opérationnelles, mais le nombre total des installations prévues s'élève à 3606.

## **Consultations**

Le Secrétariat a transféré la fiche d'information sur l'espace de travail du Comité technique (CT) et demandé des conseils du CT afin de les transmettre au Comité permanent (StC). Le CT a recommandé d'ouvrir un cas IRP. Suivant ce conseil et sur la base de sa propre évaluation des informations fournies, le StC a décidé d'ouvrir un cas fin mars 2012.

## **Activités**

Le 29 mars 2012, le Président du Comité permanent de l'AEWA, M. Øystein Størkersen, a envoyé une lettre à l'adresse de S.E. Nona Karadjova, Ministre de l'Environnement et de l'Eau, exprimant son inquiétude, demandant des informations officielles concernant la question, faisant part de la décision du StC d'ouvrir un cas et proposant une mission d'évaluation sur place. Une copie de cette lettre a été envoyée respectivement aux Secrétariats des Conventions de Ramsar et de Berne.

## **Développements depuis la MOP5**

Après la MOP5, une correspondance active a été tenue entre le Secrétariat et le ministère de l'Environnement et de l'Eau, avec l'échange de neuf lettres officielles.

Dans une lettre en date du 08 mai 2012, Mme Evdokia Maneva, Vice-Ministre de l'Environnement et de l'Eau, a demandé de préciser quel projet de parc éolien autour du lac Durankulak soulevait des inquiétudes. Le Secrétariat a répondu le 29 mai 2012, en précisant le titre exact du projet et en apportant une carte détaillée de l'emplacement des éoliennes prévues.

Le 10 juillet 2012, Mme Maneva, Vice-Ministre, a informé le Secrétariat que la décision de l'Inspection régionale de l'Environnement et de l'Eau de Varna (Varna-Riel), approuvant l'évaluation de l'impact environnemental du projet de parc éolien, avait été annulée par le Ministre le 29 juin 2012. En pratique, cela a entraîné un revirement de la procédure d'application, nécessitant de nouvelles études et analyses pour combler les lacunes de l'EIE. La Vice-Ministre a également demandé quelles seraient les fonctions du ministère lors de l'éventuelle visite d'une mission IRP de l'AEWA. Le 14 août 2012, le Secrétariat a fourni les éclaircissements nécessaires sur les fonctions du ministère dans l'éventualité d'une mission IRP et a demandé à être tenu régulièrement informé de l'avancement de la révision de l'EIE en cours. De plus, le Secrétariat s'est enquis de l'acceptation éventuelle d'une mission IRP.

Un rappel a été envoyé par le Secrétariat le 31 octobre 2012, concernant le retour attendu au sujet de l'acceptation d'une mission IRP, l'état d'avancement de la révision EIE et la procédure globale d'approbation du projet éolien.

Le 07 décembre 2012, Mme Maneva, Vice-Ministre, a informé le Secrétariat que le promoteur du projet avait fait appel de la décision d'annulation du Ministre et que, jusqu'à ce que la Cour suprême administrative (SAC) ait rendu sa décision, le ministère ne jugeait pas opportun d'accepter une mission IRP.



Le 22 janvier 2013, le Secrétariat a reçu des informations sur la décision de la commission de trois membres de la SAC du 17 janvier 2013 statuant contre l'annulation, et a envoyé à la même date une lettre à Mme Maneva, Vice-Ministre de l'Environnement afin de s'enquérir des prochaines étapes prévues par le ministère. La Vice-Ministre a répondu le 1<sup>er</sup> février 2013 que le ministère ferait appel devant un comité de cinq membres de la SAC et que les décisions sur les prochaines actions ne seraient prises qu'après la décision finale de la cour.

Le 17 mai 2013, le Secrétariat a reçu de plus amples informations au sujet de la décision finale du comité de cinq membres de la SAC du 9 mai 2013, confirmant la décision de la commission de trois membres. Cet événement a coïncidé avec les élections législatives anticipées en Bulgarie tenues le 12 mai 2013, le nouveau cabinet du gouvernement ayant pris ses fonctions à la fin du mois de mai 2013.

Le 18 juillet 2013, Marco Barbieri, Secrétaire exécutif par intérim de l'AEWA, a écrit au nouveau Ministre de l'Environnement et de l'Eau, S.E. Iskra Mihaylova-Koparova, pour s'enquérir de la position du ministère en ce qui concerne les mesures à venir suite à la décision finale du SAC, de l'état actuel du développement du projet de parc éolien, et pour rappeler au Ministre que l'offre d'une mission IRP restait valide. Le Secrétariat attend une réponse du ministère.